



"Il faut protéger l'école de l'alternance politique"

Modifié le 12/04/2017 à 06:01 | Publié le 12/04/2017 à 06:00

Écouter



Facebook

Twitter

google+



Lire le journal
numérique

Recueilli par Emmanuelle FRANÇOIS.

Dans l'Education nationale, ces dernières années ont été marquées par des réformes importantes, mais contradictoires, qui ont bousculé les élèves. A quelques jours de l'élection présidentielle, entretien avec Jean-Paul Delahaye, inspecteur général honoraire de l'Education nationale, ancien conseiller spécial du ministre socialiste Vincent Peillon en 2012.

Quel bilan faites-vous du quinquennat ?

Depuis 2012, l'école est redevenue une priorité avec 60 000 postes créés. La formation des enseignants a été reconstituée, la scolarisation des enfants de moins de trois ans est à nouveau en augmentation, l'éducation prioritaire a été refondée et le nombre des décrocheurs est passé de 140 000 à moins de 100 000 en cinq ans. Les rythmes scolaires réformés permettent de donner du meilleur temps scolaire aux enfants avec, comme partout ailleurs dans le monde, une cinquième matinée de classe en primaire. De nouveaux programmes ont été écrits, et la réforme du collège est engagée. Mais le temps de l'éducation est un temps long et il est trop tôt pour parler de résultats concrets. Par exemple, les enfants qui vont bénéficier de ces réformes seront évalués dans le cadre de Pisa en 2021 ou 2024.

Plus globalement, notre école n'a pas à rougir de ce qu'elle a fait depuis une quarantaine d'années. Aujourd'hui, 44 % des jeunes quittent le système avec un diplôme de l'enseignement supérieur. Deux fois plus que la génération qui part à la retraite en ce moment. Ça ne s'est pas fait tout seul, c'est le fruit d'un très gros travail des enseignants.

Quels sont les principaux problèmes de l'école ?

Notre système fonctionne bien pour 70 % des élèves, mais il est en grande difficulté parce qu'il ne parvient pas à faire réussir 30 % des élèves qui sont massivement issus des milieux populaires. Il faut continuer à refonder l'école pour que le système éducatif français ne soit plus celui dans lequel l'origine sociale pèse autant sur les destins scolaires des enfants et, pour cela, continuer à concentrer les politiques publiques en priorité en direction des élèves qui sont le plus en difficulté.

Quels sont les enjeux de la politique éducative ?

Il faut mieux faire partager le diagnostic sur notre école pour que tout le monde comprenne que la priorité est la réduction des inégalités sociales les inégalités. Si on ne partage pas ce diagnostic, on ne peut pas faire comprendre le sens des décisions prises.

C'est à cette condition qu'on peut enclencher des politiques éducatives dans la durée, au-delà des clivages politiques. La Finlande, donnée souvent en exemple, a mis 20 ans pour améliorer son système éducatif. Il faut donc protéger l'école des alternances politiques.

Pourtant, on a l'impression que chaque ministre détricote le travail de celui qui était là avant lui...

Oui, mais pas toujours. Par exemple, dans la loi Fillon de 2005, il y a une belle avancée démocratique : le socle de commun de compétences à la fin de la scolarité obligatoire. La loi de refondation de 2013 n'a pas remis en cause ce socle commun. Il a été amélioré, mais le principe est le même.

C'est la même chose pour la lutte contre le décrochage : elle n'a pas démarré en 2012 ! Quand Vincent Peillon relance la prévention contre le décrochage en 2012, il prend soin de dire que Xavier Darcos et Luc Chatel ont enclenché des mesures importantes dans ce sens avant lui. Et l'action de Najat Vallaud-Belkacem a permis de nouveaux progrès.

De la même manière, il faut souhaiter que la réforme des rythmes scolaires engagée en 2012, et héritée d'une commission de Luc Chatel qui avait dit que la semaine de 4 jours était une folie, soit conservée.

En 2012, une cinquième matinée de classe a été remise en place parce qu'il est tout de même plus efficace d'apprendre à lire et à écrire le matin ! Il faut souhaiter qu'en 2017, on ne la remette pas en cause. Nous étions le seul pays au monde à n'avoir que quatre journées de classe, une folie décidée en 2008.



Peut-on déjà observer une réduction des inégalités ?

En tout cas, les décisions prises vont dans ce sens, par exemple on scolarise plus d'enfants de moins de trois ans, l'école maternelle ayant servi de variable d'ajustement budgétaire avant 2012. On met davantage de postes à l'école élémentaire, plus de maîtres que de classes, pour mieux prévenir les difficultés des élèves. La formation refondée des enseignants est un investissement pour l'avenir. Des enseignants bien formés seront plus efficaces.



Au niveau de la formation des professeurs, quel bilan faites-vous des années Hollande ?

D'abord, cette formation a été rétablie sur un champ de ruine. Pendant trois ans, il n'y avait quasiment pas eu de formation professionnelle. Cela ne fait donc que trois ans que les ESPE (Écoles supérieures du professorat et de l'éducation) sont en place.

Mais beaucoup reste à faire. Il faudrait par exemple faire travailler comme formateurs auprès des universitaires davantage de personnels de terrain : inspecteurs, enseignants, conseillers pédagogiques, pour apporter plus l'expérience pratique, en complément de la théorie.

Il faudrait aussi, dès les premières années de licence, des actions de préprofessionnalisation pour favoriser une entrée progressive dans le métier

Quels sont les défis pour le futur gouvernement ?

Concentrer les moyens vers les territoires ruraux et urbains où il y a les élèves les plus en difficulté, pour que leur nombre puisse baisser et mieux prendre en compte les conditions de travail des personnels qui y travaillent.

Mais sans doute, le défi le plus important du prochain gouvernement est de convaincre celles et ceux de nos concitoyens dont les enfants réussissent bien à l'école qu'ils n'ont rien à craindre de l'élargissement de la base sociale de la réussite scolaire : personne n'aura à perdre des suites d'une politique volontariste destinée à mieux faire réussir les enfants des milieux défavorisés. En réalité, cette politique de réduction des inégalités est une politique d'intérêt général que nous devons conduire pour 3 raisons au moins :

L'échec des enfants des milieux populaires est un véritable gâchis humain. Nous nous privons d'intelligences et de compétences. Dans un pays confronté à la compétition internationale, on n'a pas le droit de se priver de ces intelligences.

De plus, cet échec scolaire des enfants des pauvres place notre pacte républicain en danger. Comment rendre crédible le « vivre ensemble » si nous ne parvenons pas à « scolariser ensemble » et à faire réussir tous les enfants ? Comment ceux qui ont conscience que dans le système éducatif, ils n'ont pas eu les mêmes droits que les autres peuvent-ils accepter d'avoir les mêmes devoirs ?

Enfin, les inégalités freinent la croissance, tous les économistes le disent. Notre idéal d'école plus juste rejoint ici l'intérêt économique bien compris de notre pays.

Que peut-on apprendre de nos voisins ?

Les pays qui réussissent mieux que nous à emmener l'ensemble d'une classe d'âge vers la réussite, sont ceux qui ont le tronc commun le plus long possible, jusqu'à 15-16 ans. Les pays les plus en difficulté sont ceux qui séparent précocement les élèves dans des filières distinctes. C'était le cas de l'Allemagne, qui a réformé son système éducatif après les mauvais résultats enregistrés dans les évaluations internationales au début des années 2000.

#SOCIÉTÉ